



Odycé SAS
Membre de Moore Global
4, rue Léon Paulet, 13008 Marseille
5, rue Salneuve, 75017 Paris

Association LE CANA

Association Loi 1901
RNA W 133 001 912
514 Chemin de la Madrague-Ville
13344 MARSEILLE Cedex 15

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 aout 2025

Odycé SAS - Membre de Moore Global

SAS au capital de 150 000 euros

RCS Marseille 343 276 580

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia



Association LE CANA

Association Loi 1901

RNA W 133 001 912

514 Chemin de la Madrague-Ville

13344 MARSEILLE Cedex 15

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 aout 2025

À l'Assemblée générale de l'association LE CANA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE CANA relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note Changement de méthode comptable de l'annexe des comptes annuels concernant l'application des nouvelles dispositions du Règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués *et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :*

- Changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.
- Les titres de participations, dont le montant net figurant au bilan du 31 août 2025 s'établit à 343 000 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Titres immobilisés » de l'annexe des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne



comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par *le Conseil d'Administration en date du 13 février 2025*.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 16 février 2026
Le commissaire aux comptes,

Sylvain LAVAGNA

Odycé SAS

Membre de Moore Global

LE CANA
514, Chemin de La Madrague Ville
13015 Marseille

Bilan Actif au 31/08/2025

Données en Euros	Exercice au 31.08.2025			Exercice au 31.12.2024
Bilan Actif	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement (I)			0	
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement			0	
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	16 607	13 015	3 592	5 434
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			0	
Immobilisations corporelles				
Terrains	233 882		233 882	233 882
Constructions	1 181 038	592 046	588 992	612 819
Installations techniques, matériel et outillage industriels	594 530	525 404	69 126	82 726
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			0	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	343 075		343 075	343 075
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	37 149		37 149	97 387
Prêts	109 781		109 781	109 781
Autres immobilisations financières	77 204		77 204	64 427
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	2 593 266	1 130 465	1 462 801	1 549 531
Actif circulant				
Stocks et en-cours			0	
Créances	1 798 806	75 642	1 723 164	
Créances clients et comptes rattachés	1 712 591	75 642	1 636 949	1 140 844
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	67 516		67 516	259 809
Charges constatées d'avances	18 699		18 699	21 687
Valeurs mobilières de placement			0	
Instruments financiers à terme			0	
Disponibilités	70 812		70 812	7 991
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	1 869 618	75 642	1 793 976	1 430 331
Frais d'émission des emprunts (IV)			0	0
Primes de remboursement des emprunts (V)			0	0
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)			0	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 462 884	1 206 107	3 256 777	2 979 862

LE CANA
514, Chemin de La Madrague Ville
13015 Marseille

Bilan Passif au 31/08/2025

Données en Euros

PASSIF	Exercice au 31/08/2025	Exercice au 31/12/2024
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation	0	0
Réserves	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	0	0
Report à nouveau	1 199 263	1 527 261
Excédent ou déficit de l'exercice	162 310	-327 998
Situation nette (sous total)	1 361 573	1 199 263
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	184 428	191 513
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 546 001	1 390 776
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		0
TOTAL II	0	0
Provisions		
Provisions pour risques	0	
Provisions pour charges		
TOTAL III	0	0
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	401 673	402 572
Emprunts et dettes financières diverses	0	822
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	359 448	252 253
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	426 434	449 580
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	228 352	178 429
Produits constatés d'avance	294 869	305 430
TOTAL IV	1 710 776	1 589 086
Écarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 256 777	2 979 862

LE CANA

514, Chemin de La Madrague Ville
13015 Marseille

Compte de Résultat au 31/08/2025

Données en Euros

COMPTE DE RESULTAT		Exercice au 31.08.2025	Exercice au 31.12.2024
PRODUITS D'EXPLOITATION			
<i>Cotisations</i>			
<i>Ventes de biens et services</i>		1 759 140	2 204 100
	<i>Ventes de biens</i>	0	0
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>Ventes de prestations de service</i>	1 759 140	2 204 100
	<i>dont parrainages</i>		
<i>Produits de tiers financeurs</i>		495 323	817 402
	<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	448 873	752 152
	<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation</i>		
	<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	0	0
	<i>Dons manuels</i>		
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Leas, donations et assurances-vie</i>		
	<i>Contributions financières</i>	46 450	65 250
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions</i>		362	80 097
<i>Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</i>			
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>		0	
<i>Autres produits</i>		656	285
Total I		2 255 481	3 101 884
CHARGES D'EXPLOITATION			
<i>Achats de marchandises</i>			
<i>Variation de stock</i>			
<i>Autres achats et charges externes</i>		508 540	864 510
<i>Aides financières</i>			
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>		118 675	203 399
<i>Salaires</i>		1 079 283	1 778 131
<i>Cotisations sociales</i>		264 015	664 455
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>		41 844	71 773
<i>Dotations aux provisions</i>		40 183	
<i>Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</i>			
<i>Reports en fonds dédiés</i>			
<i>Autres charges</i>		26 092	9 577
Total II		2 078 632	3 591 845
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		176 849	-489 960
COMPTE DE RESULTAT (suite)		Exercice au 31.08.2025	Exercice au 31.12.2024
PRODUITS FINANCIERS			
<i>De participation</i>			
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>			
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>		1 944	2 216
<i>Reprises sur provisions et dépréciations</i>			
<i>Différences positives de change</i>			
<i>Produits des immobilisations financières cédées</i>			
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie</i>		60 461	508
Total III		62 405	2 724
CHARGES FINANCIÈRES			
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>			
<i>Intérêts et charges assimilées</i>		16 707	14 216
<i>Différences négatives de change</i>			
<i>Valeurs comptables des immobilisations financières cédées</i>			
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie</i>		60 238	
Total IV		76 944	14 216
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		-14 539	-11 491
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		162 310	-501 451
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			174 584
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			1 131
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		0	173 453
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>			
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>			
Total des produits (I + III + V)		2 317 886	3 279 193
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 155 576	3 607 191
EXCÉDENT OU DÉFICIT		162 310	-327 998
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		0	0
<i>Dons en nature</i>			
<i>Prestations en nature</i>			
<i>Bénévolat</i>			
TOTAL		0	0
CHARGES DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		0	0
<i>Secours en nature</i>			
<i>Mises à dispositions gratuite de biens</i>			
<i>Prestations en nature</i>			
<i>Personnel bénévole</i>			
TOTAL		0	0

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 256 777 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 255 481 Euros et dégageant un excédent de 162 310 Euros.

L'exercice a une durée de 8 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/08/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. Objet social de l'Association :

Cette Association a pour but de créer et d'administrer les établissements destinés à faciliter directement ou indirectement la promotion des personnes de toutes origines.

Cette promotion peut se faire par la Formation Professionnelle Continue, l'Apprentissage, le Logement-social, l'Action Sociale, l'Aide à la Petite Enfance et la Restauration et tout autre action permettant d'atteindre ces objectifs.

De façon plus générale, conformément à l'article L3332-17-1 alinéa I-1 du code du travail modifié par la Loi N°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire, l'Association poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale, définie à l'article 2 de la même loi.

Le cas échéant seront effectuées toutes opérations immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout patrimoine social, dans le respect de la réglementation applicable

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'activité de notre association se décompose de la manière suivante :

- Accompagnement socio-éducatif lié au logement (ASELL).

L'action s'exerce au bénéfice de toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières en raison notamment de ses ressources ou de ses conditions d'existence dans les conditions fixées par la loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir.

- Activité liée à notre Crèche associative. L'association doit permettre l'accueil des jeunes enfants et accompagner les familles domiciliées à Marseille dans le cadre des actions :

- Etablissement d'Accueil du jeune enfant

- Lieu d'Accueil Enfants Parents

- Relais d'Assistants Maternels

- Aide à la fonction parentale.

- Marché de services de formation professionnelle à destination des personnes à la recherche d'un emploi (AFC).

Le marché a pour objet l'achat d'actions concourant au développement des compétences, par sessions de formation, blocs de compétences et/ou places de formation, et notamment d'actions de formation, telles que définies dans la loi du 5 septembre 2018.

Les parcours de formation faisant l'objet du marché ont pour objectif l'acquisition ou le développement des connaissances et des compétences au profit des personnes à la

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

recherche d'un emploi (et, selon les situations régionales, des jeunes non qualifiés non inscrits comme demandeurs d'emploi suivis par les missions locales et des personnes handicapées suivies par les Cap emploi), en lien avec le référentiel de compétences de pôle emploi. Ces parcours ont également pour objet le renforcement des aptitudes professionnelles pour répondre à des besoins de qualification identifiés au niveau territorial. Ces parcours de formation doivent être un levier pour satisfaire les besoins de recrutement des entreprises, et accroître les chances d'insertion des jeunes et de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi, en particulier des profils de niveau infra IV; Les parcours de formation doivent ainsi permettre aux demandeurs d'emploi de développer leurs compétences techniques et relationnelles, entre autres telles qu'elles sont exprimées dans les offres d'emploi déposées à Pôle Emploi par les entreprises.

- Dispositif d'accompagnement et de placement en emploi en direction des bénéficiaires de RSA (DAPE).

Cette prestation a pour objet la construction et l'accompagnement de parcours d'insertion individualisés, prenant en compte la globalité des difficultés personnelles et professionnelles des publics, afin de les préparer à l'emploi et leur permettre de l'occuper durablement. Elle se structure, par l'inscription du bénéficiaire dans les étapes de parcours avec pour objectif le placement en emploi durable.

- Dispositif d'accompagnement à l'entrepreneuriat à destination des bénéficiaires de RSA (DAE).

Cette prestation a pour objet la construction et l'accompagnement dans le parcours de création d'entreprise.

3. Moyens mis en oeuvre :

- Pour notre activité "ASELL", le travailleur social titulaire d'un diplôme d'Etat d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé, de conseiller en économie sociale et familiale et salarié de l'organisme conventionné est tenu d'effectuer :

- le diagnostic individuel du ménage au regard de sa problématique logement
- l'organisation d'une rencontre tripartite avec le ménage et le prescripteur
- le contrat d'engagement liant le ménage et l'opérateur à la mesure ASELL
- l'identification du ménage auprès du Département
- la définition des objectifs de la mesure avec le ménage
- l'évaluation, bilan individuel de l'accompagnement du ménage.

A l'issue de la mesure ; il s'agit de réaliser un bilan individuel au regard :

- du diagnostic initial
- des objectifs définis avec le ménage
- des résultats obtenus

- Pour notre activité AFC, l'association a du ouvrir des lieux situés sur le territoire des communes/quartiers prioritaires de la ville (QPV). Ces lieux d'exécution sont adaptés, en taille et en capacité, au nombre de stagiaires susceptibles d'être pris en charges au titre du marché.

- Pour notre Crèche, notre Multi accueil peut accueillir 42 enfants de 3 mois à 6 ans. Nous pouvons accueillir les enfants en mode Réguliers, Occasionnel, Périscolaire ou en accueil d'Urgence.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

L'équipe pédagogique se décompose ainsi :

- 1 Directrice : Educatrice de jeune enfants diplômée d'Etat
- 1 Adjointe : Educatrice de jeune enfants diplômée d'Etat
- 1 Médecin pédiatre référent de la crèche
- 1 Infirmière diplômée d'Etat
- 4 auxiliaires de Puériculture
- 6 Aides Auxiliaires
- 3 Contrats professionnels
- 1 Agent d'entretien
- 1 Cuisinière

- Pour notre projets DAPE. Compte tenu de la spécificité de l'intervention, la prestation doit être menée par des professionnels ayant une bonne connaissance du public en insertion et de l'accompagnement socio-professionnel.

Le peronnel mobilisé devra avoir les compétences et les expériences nécessaires à l'accueil, l'entretien, l'orientation, les techniques de recherche d'emplois, l'analyse de poste, l'évaluation des compétences. Il devra connaître les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle et d'aide à l'emploi, le droit du travail, le monde de l'entreprise.

Chaque accompagnateur à l'emploi est référent unique des bénéficiaires qu'il accompagne. A ce titre, il formalise lors du dernier entretien de diagnostic donnant lieu à une proposition d'intégration un contrat d'engagement réciproque et veille aux bonnes conditions du renouvellement de ce dernier.

La coordination du dispositif est assurée par un manager d'équipe.

La mission de relation aux entreprises est assurée par un chargé de relation entreprise.

Pour notre projet DAE.

Le personnel mobilisé pour cette action se compose de 3 assistantes sociale à temps plein.

4- Rémunération des 3 cadres Dirigeants en 2025.

La rémunération des 3 cadres Dirigeants est de 46 743€.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nouvelle prestation DAE qui a débuté le 01/01/2025.

Le Président Monsieur Olivier de LAGARDE, Président du Collège de Paris par ailleurs, a démissionné de son poste de Président au profit de Monsieur Anthony BRICE, par ailleurs PDG du Goupe 39, a pris ses fonctions de Président du Conseil d'Administration début février 2025.

Nous avons obtenu un nouveau marché en 2025 , Dispositif d'accompagnement à l'entrepreneuriat à destination des bénéficiaires de RSA (DAE) que nous avons budgétisé à hauteur de 64 800€

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

La clôture de notre exercice comptable est maintenant au 31/08/2025.
La durée d'exercice est de 8 mois pour cet arrêté.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

LE CANA a vendu les parts qu'elle détenait sur la SAS Acs Consultants pour la somme de 882 000€ le 31/01/2026.

Sur ce prix de vente, une compensation de créances et dettes vis à vis d'Acs Consultants aura lieu.

Un contrôle du Conseil Départemental 13 sur notre gouvernance est intervenu le 14/10/2025. Nous attendons les conclusions.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

L'Autorité des normes comptables a adopté un règlement relatif à la modernisation des états financiers (Règlement n°2022-06 du 04 novembre 2022) modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général. Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte des ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n°018-09 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le règlement n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'association LE CANA présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement.

Changement de méthode comptable

A l'occasion de la première application des nouvelles dispositions du Règlement (nouvelle définition du résultat exceptionnel, nouveaux schémas d'écritures comptables

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

liés à la suppression de la technique des transferts de charges, nouveau classement de la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunts en résultat financier, ...), nous avons revu nos principes de comptabilisation relatifs aux transactions et aux contrats suivants :

- Comptabilisation des aides à l'emploi et des refacturations de mise à disposition,
- Reprise de quote part de subventions d'investissements
-

Les méthodes comptables retenues par l'association pour l'établissement des comptes annuels pour l'exercice clos au 31/08/2025 sont les suivantes :

- Comptabilisation des aides à l'emploi dans les comptes 649200
- Comptabilisation de la reprise de la quote part de subvention dans le compte 74700.

Les changements de méthodes comptables suite à la première application du règlement ANC N° 2022-06 n'ont pas d'impact significatif sur la présentation du résultat de l'exercice 2025. Ils ont généré une augmentation du résultat d'exploitation de 5 295 euros, et une diminution du résultat exceptionnel de 5 295 euros.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 607		100 000
TOTAL			
Terrains	233 882		
Constructions sur sol propre	182 744		
Installations générales agencements aménagements des constructions	995 720		2 574
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	71 295		
Installations générales agencements aménagements divers	238 224		
Matériel de transport	1 440		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	259 571		
Emballages récupérables et divers	24 000		
TOTAL	2 006 877		2 574
Autres participations	343 075		
Autres titres immobilisés	97 387		
Prêts, autres immobilisations financières	174 208		270 089
TOTAL	614 669		270 089
TOTAL GENERAL	2 638 153		372 663

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		100 000	16 607	16 607
TOTAL				
Terrains			233 882	233 882
Constructions sur sol propre			182 744	182 744
Installations générales agencements aménagements constr.			998 294	998 294
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			71 295	71 295
Installations générales agencements aménagements divers			238 224	238 224
Matériel de transport			1 440	1 440
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			259 571	259 571
Emballages récupérables et divers			24 000	24 000
TOTAL			2 009 451	2 009 451
Autres participations			343 075	343 075
Autres titres immobilisés		60 238	37 149	37 149
Prêts, autres immobilisations financières		257 312	186 985	186 985
TOTAL		317 550	567 209	567 209
TOTAL GENERAL		417 550	2 593 267	2 593 267

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	11 174	1 841		13 015
Constructions sur sol propre		92 759	3 230		95 989
Installations générales agencements aménagements constr.		472 885	23 171	0+	496 057
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		64 871	1 658	0+	66 529
Installations générales agencements aménagements divers		174 152	5 538		179 689
Matériel de transport		1 415	25	0	1 440
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		249 300	4 447	0	253 746
Emballages récupérables et divers		22 067	1 933		24 000
	TOTAL	1 077 448	40 002	0+	1 117 450
	TOTAL GENERAL	1 088 622	41 843	0+	1 130 466
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	1 841			
Constructions sur sol propre		3 230			
Instal.générales agenc.aménag.constr.		23 171			
Instal.techniques matériel outillage indus.		1 658			
Instal.générales agenc.aménag.divers		5 538			
Matériel de transport		25			
Matériel de bureau informatique mobilier		4 447			
Emballages récupérables et divers		1 933			
	TOTAL	40 002			
	TOTAL GENERAL	41 843			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	1 527 261		327 998		1 199 263
Excédent ou déficit de l'exercice	327 998	327 998	162 310	0	162 310
Situation nette	1 199 263		162 310		1 361 573
Subventions d'investissement	191 513		106 496	113 581	184 428
TOTAL I	1 390 776	327 998	596 804	113 581	1 546 001

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations corporelles		5 018	5 018		
Sur comptes clients	35 458	40 183			75 642
TOTAL	35 458	45 202	5 018		75 642
TOTAL GENERAL	35 458	45 202	5 018		75 642
Dont dotations et reprises d'exploitation		40 183	362		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	109 781	0	109 781
Autres immobilisations financières	77 204	0	77 204
Clients douteux ou litigieux	87 309	87 309	
Autres créances clients	1 625 282	1 625 282	
Personnel et comptes rattachés	854	854	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 211	3 211	
Taxe sur la valeur ajoutée	11 918	11 918	
Débiteurs divers	51 533	51 533	
Charges constatées d'avance	18 699	18 699	
TOTAL	1 985 791	1 798 806	186 985
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	93 384		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	334 024	334 024		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	67 649	67 649		
Fournisseurs et comptes rattachés	359 448	359 448		
Personnel et comptes rattachés	28 464	28 464		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	264 571	264 571		
Taxe sur la valeur ajoutée	12 904	12 904		
Autres impôts taxes et assimilés	120 495	120 495		
Autres dettes	228 352	228 352		
Produits constatés d'avance	294 869	294 869		
TOTAL	1 710 776	1 710 776		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	94 206			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 40 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 50 ans
Matériels et outillages	Linéaire	1 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Au 31/08/2025 il n'a pas été mis en évidence la nécessité de constater une dépréciation des ces titres.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	857 367
Autres créances	50 543
Total	907 909

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 180
Dettes fiscales et sociales	426 434
Total	493 614

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Détail des charges à payer

	Montant
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES FNP	
- E2C DELF	1 230
- EDF	2 059
- ENGIE	2 846
- BOOST FRAIS GESTION ACOPAD	2 689
- DAE FRAIS GESTION BGE	2 901
- DAE FRAIS GESTION SUD CONSEILS	361
- CAC 2025	8 696
- MAD ACOPAD	10 139
- NEXTWAY CONSO PHOTOCOPIES	3 168
- AFC FRAIS GESTION AECD	21 846
- SAS DIAGNOSTIC RETROCESSIONS ACPM	7 339
- LA POSTE	660
- SEM	1 553
- EDITIONS LEGISLATIVE	1 194
- 3D SOLUTIONS	333
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
- PROVISION CONGES PAYES	4 112
- REGUL SALAIRES 01/01-31/05	15 205
- PROVISION CDD	8 589
- URSSAF	60 082
- ART 83	3 283
- AG2R	37 973
- MALAKOFF	9 696
- CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	1 871
- CHOMAGE PARTIEL 06/23	18 844
- CHARGES SUR REUL SALAIRES 2025	5 408
- AKTO	123 864
- SUBVENTION A REVERSER PREPA APPRENTISSAGE	61 768
- TVA COLLECTEE	12 904
- TAXE SUR SALAIRES	54 811
- DIVERS	8 190
- EAU	5
- EAU	6
- EAU	12
- EAU	4
- EAU	20
- EAU	812
- EAU	161
- MAINTENANCE QUADRATUS	10
- GAZ&EDF LOGEMENTS	236
- ASSURANCE MULTI.RIS	617
- DOCUMENTATION	1 194
- GAZ&ELECTRICITE LA CIOTAT	2
- GAZ&ELECTRICITE LA CIOTAT	3
- GAZ&ELECTRICITE LA CIOTAT	2
- GAZ&ELECTRICITE LA CIOTAT	2
- GAZ&ELECTRICITE LA CIOTAT	2
Total	493 614

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	18 699
Total	18 699
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	294 869
Total	294 869

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ASELL 2024	23 795		
ASELL 2025	260 696		
VILLE DE MARSEILLE PLACES CTG	7 070		
CRECHE SUBVENTION CD	3 080		
DIVERS	228		
Total	294 869		

Subventions d'équipement

Absence d'attribution de subventions d'équipement sur l'exercice.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
SUBVENTION CRECHE CONSEIL DEPARTEMENTAL	6 160
PREPA APPRENTISSAGE	18 911
ASELL 2024	163 910
ASELL 2025	74 758
PAE 2025	6 667
ATELIER GEX	1 000
PLIE 2025 MARSEILLE	76 099
PLIE 2025 LA CIOTAT	35 333
VIP 2025	60 000
CAF MAPE 2025	12 000
Total	454 838

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	6
Employés	47
Ouvriers	1
Total	54

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

ACTIF

Immobilisations financières concernant les entreprises liées :

- Titres SAS ACS CONSULTANTS : 343 000€

Comptes clients et comptes rattachés :

- Clients ACOPAD : 271 178€

PASSIF

Dettes :

- ACOPAD : 119 744€

- ACS : 1 600€

- Tutos'Me : 18 704€

Autres Dettes :

- ACOPAD avance de trésorerie : 22 529€

- ACS CONSULTANTS avance de trésorerie : 105 000€

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

L'association LE CANA est fiscalisé sur une partie de ses ressources (la location de logements)

Le résultat déclaré tient compte du résultat bénéficiaire issu de la déclaration fiscale (Revenus fonciers) d'un montant de 12 034€

Déficit restant à reporter $114\,602€ - 12\,034€ = 102\,568€$

Valorisation des contributions volontaires

NEANT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/08/2025

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

- BFC : Compte Avance DAILLY : 200 000€
- BFC : Garanties : Caution personne Morale (convention) pour un montant de 60 884€ de REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE

Engagements reçus

PGE	60 884
Total	60 884

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant des engagements de la société en matière d'indemnités ou d'allocations en raison du départ à la retraite du personnel est évalué à 174 711€. Cet engagement a été calculé en prenant en compte le montant acquis au 31 Août 2025, personne par personne, et selon les droits spécifiés dans la convention collective.

Il a été retenu un taux d'actualisation de 3.20%, une augmentation annuelle des salaires de 2% et une hypothèse de mise à la retraite à l'initiative de l'employeur. Seul a été pris en compte le personnel en contrat à durée indéterminé.

Liste des filiales et participations

LE CANA
13015 MARSEILLE

Société Renseignements détaillés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société	Observations
				brute	nette						
A. Renseignements détaillés - Filiales détenues à + de 50% - NEANT - Participations détenues entre 10 et 50 % - ACS CONSULTANTS	100 000	677 076	49.00	343 000				3 547 894			
B. Renseignements globaux - Filiales non reprises en A - Participations non reprises en A											

Le 10/02/2026